# Kawsak Sacha – la reconnaissance des droits de la nature

**Partage international n° 448 – Décembre 2025**

Le documentaire de José Gualinga, Allpa Ukundi, Ñukanchi Pura *(Sous terre, autour de nous et parmi nous)*, a été présenté en avant-première à l'auditorium de la faculté de droit de l'université de New York en septembre 2025. Ce film met en scène le peuple indigène Kichwa de Sarayaku (Equateur) et montre ses efforts pionniers pour défendre son territoire contre l'intensification des crises environnementales et l'extractivisme.

Après la projection du film, José Gualinga a ramené le public en 1986, année où, en tant que chef du peuple Sarayaku, il a commencé à compiler les connaissances ancestrales de la communauté et à élaborer ce qui allait devenir la « *Déclaration de Kawsak Sacha – La forêt vivante* ». Au cœur de cette déclaration se trouve un exposé de la vision du peuple Sarayaku concernant son territoire amazonien, considéré comme une forêt vivante et intelligente, plutôt qu'un ensemble de ressources à exploiter.

Au milieu des années 1990, alors que J. Gualinga s'efforçait de rédiger la « *Kawsak Sacha* », le gouvernement équatorien a autorisé une compagnie pétrolière argentine à s'implanter sur le territoire des Sarayaku. La communauté a résisté pacifiquement, mais le gouvernement a réagi violemment, s'en prenant aux femmes, aux enfants et aux chefs de la communauté. En 2004, les activités de la compagnie ont été suspendues, mais J. Gualinga savait qu'elles pourraient reprendre.

La Déclaration de Kawsak Sacha fut adoptée par le premier congrès de Sarayaku et donna naissance à un nouveau statut juridique pour la nature. Ce document prévoit que la nature a des droits inhérents à l'existence, à la régénération et à la restauration lorsqu'elle est endommagée. Cette idée a été inscrite dans la nouvelle constitution du pays en 2008 avec le soutien des puissants mouvements autochtones de l'Equateur.

Lorsque la compagnie pétrolière est revenue à Sarayaku, J. Gualinga et d'autres dirigeants se sont adressés à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme qui, en 2012, a jugé que le gouvernement de l'Equateur avait violé le droit du peuple Sarayaku au consentement préalable et éclairé, et lui a ordonné de retirer les explosifs miniers du territoire.

Cette affaire est largement considérée comme un précédent historique en matière de droits des peuples autochtones. Elle a jeté les bases d'une décision historique rendue en juillet 2025, lorsque la Cour interaméricaine a déclaré que la reconnaissance des droits de la nature était essentielle à la protection des écosystèmes à long terme.

Equateur
**Sources** : insideclimatenews.org
**Thématiques** : environnement
**Rubrique** : Tendances